

4 Économie

Construction des logements sociaux de Bikélé

Le collectif des réservataires de la SNLS en colère !

Guy-Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

Alors que la direction générale de la Société nationale du logement social avait assuré que les travaux de construction des maisons à caractère social avaient repris, il n'en est finalement rien. D'où l'interpellation du nouveau ministre de l'Habitat invité à trouver, rapidement, une solution de compensation.

LE Collectif des clients de la Société nationale du logement social (SNLS) a manifesté sa profonde déception, sous fond de colère, à l'issue d'une descente, le samedi 31 mars dernier, sur le site de Bikélé.

C'est que, au cours d'une séance de travail, le 12 mars 2018, la direction générale de la SNLS avait assuré les réservataires que les travaux de construction des maisons à caractère social dans cette partie de la commune de Ntoum avaient repris. Et que de ce fait, ils pouvaient espérer une livraison des logements d'ici à la fin de l'année en cours.

A la suite de cette assurance, les membres du Collectif ont voulu en avoir le cœur net. C'est ce qui ex-



Photo : GRM

Le président du Collectif des clients de la SNLS pour les logements de Bikélé, Klaus Oléri, dans une des maisons du chantier abandonné. Photo de droite : Les réservataires des maisons prévues sur le site, samedi dernier.



Photo : GRM

plique leur descente sur les lieux le week-end écoulé. Malheureusement, sur place, ils ont fait l'amer constat : pas l'ombre d'une reprise des travaux, contrairement à ce qui leur a été dit. D'où leur courroux.

«La direction générale de la Société nationale du logement social nous a reçus, il y a deux semaines. Elle nous a fait savoir que les travaux avaient repris. En tant que collectif responsable, nous avons voulu venir sur le terrain pour constater nous-mêmes. Malheureusement, rien n'a été fait. C'est vraiment désolant, parce qu'il y a des Gabonais qui ont payé des maisons qu'ils n'occupent toujours pas depuis trois ans», s'est indigné Klaus Oléri, le président du Collectif des clients de la



Photo : GRM

Vue des logements inachevés de Bikélé. Les travaux n'ont toujours pas repris.

SNLS. Le projet de Bikélé entre dans le cadre du vaste programme du chef de l'Etat visant à réduire progressivement le déficit en logements au Gabon. De nombreux compatriotes se sont inscrits dans ce programme qui doit leur permettre de devenir des

propriétaires de maisons par la location-vente ou par l'achat direct, c'est-à-dire le versement intégral du coût d'un logement. Ceux qui ont choisi la première option doivent, au bout du compte, payer 26 millions de francs pour une maison de trois chambres. Quant

aux autres ayant pris la deuxième option, ils ont versé les 30 millions de francs demandés. D'une seule traite DÉCEPTION * Malheureusement pour les uns et les autres, aucun réservataire n'est entré en possession de son bien. « Cet état de chose est d'autant plus pénalisante que nombreux parmi nous se retrouvent en situation de double location. C'est-à-dire qu'ils payent la location des maisons où ils vivent aujourd'hui, et en même temps remboursent les banques où ils ont contracté des crédits pour s'offrir des logements sur le site de Bikélé», s'est irrité le président du Collectif. Non sans louer le projet de construction de ces cités qui devraient avoir un impact social, entendu que le

loyer constitue la première dépense du Gabonais, dès qu'il a pris son salaire. Le site de Bikélé a connu plusieurs situations qui ont empêché les réservataires d'entrer en possession de leurs biens immobiliers. La plus spectaculaire est assurément l'occupation des dites maisons par les squatteurs. Lesquels ont finalement été délogés grâce à la "détermination républicaine" de Bruno Ben Moubamba, alors vice-Premier ministre chargé de l'Habitat, reconnaît le Collectif. L'autre situation est liée à l'arrêt des travaux. Les réservataires pensent alors que le contexte économique actuel ne peut pas permettre à l'Etat de relancer le chantier. Tout comme la SNLS n'aurait plus de moyens pour terminer les travaux. « A l'évidence, nous proposons à la SNLS et au ministère de tutelle de nous vendre ces maisons en l'état, pour que nous terminions les travaux nous-mêmes. Nous proposons aussi la réévaluation de ces maisons, parce que nous constatons que les montants qui ont été donnés pour acquérir ces biens ont été surévalués», suggère le Collectif, qui espère une rencontre rapide avec le nouveau ministre d'Etat chargé de l'Habitat, pour débattre du problème.

Cour des comptes du Gabon

Un audit des revenus du secteur de l'industrie extractive en préparation

R.H.A
Libreville/Gabon

LE premier président de la Cour des comptes du Gabon, Gilbert Ngoulakia, a ouvert mardi matin, à l'hôtel Boulevard de Libreville, l'atelier relatif à la planification de l'audit des revenus issus du secteur de l'industrie extractive.

Dans son propos, il a fixé le cap de cette rencontre qui s'étendra jusqu'au 7 avril prochain. « La réalisation des audits dans les secteurs minier et pétrolier permettra certainement aux recettes issues desdits secteurs d'impacter véritablement le développement économique et social des

pays africains en général, et ceux concernés par le programme qui sera mis en place dans le cadre de la planification des audits des revenus issus du secteur de l'industrie extractive», a indiqué M. Ngoulakia.

Selon lui, ce programme s'étend sur une période allant de 2017 à 2019 et concerne plusieurs pays : le Gabon, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Congo Brazzaville, la Centrafrique, le Niger, le Sénégal et la Guinée Conakry.

Le président de la Cour des comptes du Gabon a, par ailleurs, expliqué le cadre dans lequel se tient cet atelier. C'est-à-dire celui « de la réalisation d'un projet dont l'objectif principal est d'accroître le contrôle, la



Photo : R.H.A

Gilbert Ngoulakia, Premier président de la Cour des comptes du Gabon (c), ouvrant l'atelier de planification de l'audit des revenus issus du secteur de l'industrie extractive.

transparence et la reddition des comptes dans le secteur de l'industrie extractive.» De plus, ce même projet

vise à renforcer les capacités du personnel de ces administrations en charge de la surveillance de ce sec-

teur. Il a, en outre, donné une idée des recommandations qui en seront issues, affir-

mant qu'elles « vont déboucher sur un audit pilote qui permettra de relever des éventuelles insuffisances au niveau du cadre juridique, organisationnel et de formuler des recommandations pertinentes visant à améliorer la gouvernance dudit secteur.»

Pour l'un des participants, il s'agira, durant ces cinq jours d'échanges, d'être édifiés sur le cycle de vie d'un projet minier, pétrolier et aussi sur les types de revenus qu'il génère.

Le but recherché est la compréhension « des risques qui sont associés à chacune des phases du cycle de vie d'une mine ou simplement d'un projet allant dans ce sens. Ce, pour être capable de réaliser un audit de façon efficiente.»

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 05/04/2018				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du		
				1 EUR	655,957			
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 USD	550,096	CAC 40	05/04/2018	5 125,64
USD	1,2276	1USD =	534,341	1 CAD	444,262	DOW JONES	05/04/2018	23 682,10
CAD	1,5756	1CAD =	416,322	100 JPY	528,039			
JPY	130,4300	1JPY =	5,029	1 GBP	785,931			
GBP	0,8757	1GBP =	749,040	100 CHF	58 815,96			
CHF	1,1776	1CHF =	557,029	100 ZAR	4 661,55			
ZAR	14,6328	1ZAR =	44,828	1 MAD	60,53			
MAD	11,3323	1MAD =	57,884	1CNY	87,28			
CNY	7,7409	1CNY =	84,739	1KES	5,44			
KES	124,3100	1KES =	5,277					

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
04 Avril 2018: 66,86

CHANG E S SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

Union Gabonaise de Banque